

La nuée indignée, ambitions et limites

Antón Fernández de Rota

Les élections générales espagnoles prévues en décembre prochain marqueront une étape importante dans un processus d'évolution du paysage politique. Il ne s'agira pas seulement de renouveler les Chambres et de remettre en question le poids respectif des deux grands partis. Les enjeux sont bien plus considérables, car, depuis le 15 mai 2011 et l'émergence du mouvement des Indignés, la société civile espagnole a repris la chose publique en main. C'est en interrogeant le concept d'intelligence distribuée que l'on peut prendre la mesure des bouleversements en cours : mise en place d'alternatives électorales, questionnement des formes syndicales et contestation du rôle des partis, peu de secteurs de la vie politique échappent au bouillonnement qui agite l'Espagne.

L'histoire de la pensée politique est traversée de métaphores animalières. Son bestiaire comprend le gouvernement de bipèdes sans plumes d'un Platon ironisant sur la politique, le fameux Léviathan de Hobbes, ou encore les cyborgs combinant technique et biologie de l'actuel imaginaire cybernétique.

L'abeille et sa colonie trouvent naturellement leur place dans cette représentation cybernétique de la politique. L'agencement géométriquement homogène du groupe et l'automatisme mécanique de l'insecte, pensés au cours du XX^e siècle de manière dystopique, sont devenus les symboles du côté obscur du fordisme : discipline dans la chaîne de montage et cauchemar kafkaïen de la bureaucratie. Mais, à l'ère du postfordisme digital, l'abeille renaît libérée de

ses chaînes. Elle incarne les aspirations et les rêves — les leurres aussi — d'une liberté fondée dans l'interconnexion et la pollinisation, et d'une politique en réseau encore en quête de son propre programme.

Cette évolution suscite deux types de discours. Le premier est une dénonciation. On a dit que la nuée digitale et ses mobilisations éclairs étaient aussi dépourvues d'âme que de corps. On a dit qu'elles n'étaient que du bruit. On a dit qu'elles se méfiaient des leaderships forts pour se fonder sur un anonymat si contradictoire avec le narcissisme des internautes. On a affirmé que la nuée passe de l'action au pianotage dans les nuages, qu'elle prend les rues pour, sitôt réunie, se disperser, versatile. Cette dispersion n'est pas celle d'une foule prise

de panique, mais celle d'une multitude indifférente. Une fois leur intérêt commun évanoui, l'urgence envolée dans les nuages et les feux médiatiques éteints, chacune de ses particules regagne son profil, alvéole parmi les innombrables dont se compose la ruche des réseaux sociaux¹.

Antithétique, le deuxième discours fait l'apologie de la nuée et de l'intelligence collective ou, pour paraphraser Marx, du *general intellect*. En matière d'intelligence artificielle, on appelle « intelligence distribuée » la capacité à trouver des solutions collectivement sans suivre les diktats d'une autorité centrale ou les codifications d'un modèle prédéfini. En politique, l'intelligence distribuée de la nuée : « Si l'armée régulière est un corps armé unique dont les relations entre les unités sont organiques et centralisées, et si la guérilla est une meute de loups, disposant de groupes relativement autonomes agissant indépendamment ou en coordination, alors l'intelligence distribuée en réseau pourrait être imaginée comme un essaim d'abeilles ou une colonie de fourmis, soit un grouillement apparemment informe, mais capable d'attaquer un point déterminé depuis les flancs ou de se disperser jusqu'à devenir quasiment invisible². »

Pour rendre compte du cycle politique entamé en Espagne en 2011, il faut prendre au sérieux la politique de la nuée, en se gardant autant de la candeur que des préjugés. Et s'il y a une raison de ne pas la sous-estimer, c'est qu'elle a engendré un événement venu bouleverser l'échiquier espagnol : le mouvement des Indignés³.

1 | Il s'agit d'une critique récurrente. Voir Byung-Chul Han, *Dans la nuée. Réflexions sur le numérique*, Acte Sud, 2015.

2 | A. Negri et M. Hardt, *Multitud*, Debolsillo, [2004] 2006, p. 83.

3 | En Espagne, mouvement plus connu sous le nom de 15M, c'est-à-dire 15 mai, date à laquelle les Indignés ont lancé les campements sur la Puerta del Sol (NDT).

Agoras en ligne

Les Indignés font irruption dans un contexte de luttes concaténées quasi planétaires qu'on ne peut comparer qu'avec celles des « longues années 1960 » pour reprendre l'expression de Fredric Jameson⁴. Le Mai 1968 français, mais également les printemps tchécoslovaque, mexicain ou japonais, sont au cœur d'une époque courant de la fin des années 1950 à la fin des années 1970, soit de l'apparition des luttes de décolonisation et des mouvements pour les droits civiques aux États-Unis à l'effondrement des dictatures du sud de l'Europe et à la fin de l'« automne chaud italien⁵ ». On a alors parlé d'« une nouvelle gauche », d'une nouvelle vague de démocratisation, pour certains, un « excès de démocratie », et une crise générale de gouvernabilité⁶.

Comme à cette époque, c'est dans les périphéries du globe qu'ont éclor les mouvements qui ont inspiré des modifications de la manière de faire de la politique en Europe et aux États-Unis. Dans les années 1960, le « tiers-mondisme » a donné naissance aux maoïstes occidentaux, la révolution indienne de Gandhi résonna avec force tant dans les communes contre-culturelles que dans des mouvements pacifistes et écologistes d'un type nouveau. Dans le cas présent, les idées ont voyagé du sud vers le nord à travers le mouvement altermondialiste dont le Chiapas est le centre mythique. Plus récemment, les Printemps arabes

4 | F. Jameson, « Periodizing the Sixties » dans Sohnyia Sayres (dir.), *The Sixties Without Apology*, University of Minnesota, 1984.

5 | À la fin des années 1960, l'Italie doit faire face à des mouvements de protestation d'une violence supérieure à celle expérimentée chez son voisin français. L'agitation du « mai rampant » se durcira durant l'« automne chaud » de 1969. Les affrontements, les morts et les attentats déboucheront sur « les années de plomb » (années 1970) (NDT).

6 | M. Crozier, S. Huntington et J. Watanuki, *The Crisis of Democracy, Report on the Governability of Democracies to the Trilateral Commission*, New York University Press 1975.

ont exporté vers le nord, si pas des idées, au moins des tactiques qui ont inspiré les Indignés : villages de tentes occupant des places au centre des villes et connexion au cyberspace.

Par ailleurs, la symbolique a ici toute son importance. En effet, les Indignés n'ont pas pris possession des places avec des drapeaux nationaux, ni même avec ceux des « nations sans État » brandis par les indépendantistes des quatre coins de la péninsule, et moins encore avec la bannière républicaine arborée contre la monarchie parlementaire. Oubliés faucilles, marteaux et autres outils rouillés, propres à un monde agro-industriel obsolète, icônes de vieilles idéologies révolutionnaires du XIX^e. Les premiers activistes, qui investirent la Puerta del Sol à Madrid, portaient des drapeaux égyptiens ainsi que d'autres symboles davantage en adéquation avec les temps nouveaux. L'évènement prit par surprise la gauche traditionnelle et ses organisations, plongeant ses partis dans une crise profonde et balayant les syndicats de l'actualité politique. La gauche n'est pas seulement arrivée tard : au cours des dernières années, elle a systématiquement éprouvé d'énormes difficultés chaque fois qu'elle a tenté de prendre position ou de porter les choses sur son propre terrain.

Les premiers Indignés s'enroulaient dans le drapeau égyptien, mais aussi dans l'islandais, ils cachaient leurs visages sous le masque de Guy Fawkes que s'étaient appropriés les activistes du réseau de hackers Anonymous. L'Islande incarnait le rêve d'une réponse alternative à la crise. Non seulement le pays avait emprisonné les banquiers plutôt que de sauver leurs banques avec de l'argent public, mais, s'appuyant sur la participation en ligne si chère aux hackers, il avait également entamé la réécriture de ses lois fondamentales. L'Égypte et sa place de la Libération (Tahrir) représentaient

l'autre versant du rêve : le contact intime des corps serrés sur les places, l'émergence d'agoras (au sens de la Grèce antique) faisant voler en éclat le cadre stato-national. L'hypothèse des Indignés sembla se confirmer lorsque, très vite, apparut sur l'acropole athénienne une énorme pancarte clamant « Peoples of Europe Rise Up ! ».

Deux points distinguent le mouvement des Indignés des autres expériences : son caractère constituant et, par-dessus tout, la focalisation sur la question démocratique. Peu avant, était apparu au Portugal l'impressionnant mouvement de la « Geração à rasca⁷ ». Dans les cas portugais et espagnol, il s'agissait d'un débordement de la gauche sous la forme d'une nuée portée, d'une part, par des jeunes sans filiation politique, dupés par les promesses du discours de la « classe créative⁸ » et succombant aux politiques d'austérité et, d'autre part, par des générations plus âgées qui voyaient s'écrouler leur univers de classe moyenne keynésienne et la protection de l'État-providence. Mais, à la différence des Portugais, il ne s'agissait pas de l'expression d'un *pouvoir destituant* — à la manière du « qu'ils s'en aillent tous » de l'insurrection argentine de 2001-2002 —, mais bien de la mise en place d'un *pouvoir constituant* afin de refonder la démocratie. Le mouvement ne se limitait pas à réagir à la crise en demandant des démissions et la réorientation des politiques économiques. Face à une situation économique alarmante, omniprésente dans les journaux télévisés, ce qu'il exigeait, c'était de refonder la démocratie.

7 | Littéralement : génération à la traîne. Le 12 mars 2011, quelque 300 000 Portugais sont descendus manifester contre les mesures prises par le gouvernement pour faire face à la crise (NDT).

8 | Concept, inventé par le géographe américain, Richard Florida, qui désigne la classe de travailleurs qualifiés, mobiles, connectés et urbains (NDT).

Les campements ont éclos dans quelque deux-cents centres urbains, interconnectés via une espèce de « Facebook pour activistes » créé par des *hacktivistes* et appelé N-1. Les occupants se vivaient comme des éléments d'une « intelligence collective ». La nuée affrontait ensemble la répression policière et répondait aux attaques médiatiques en temps réel. En parallèle, ses nombreuses commissions élaboraient des politiques dans presque tous les champs. Elles semblaient être en train de rédiger une nouvelle Constitution, accompagnée de réformes du système représentatif et d'ébauches de politiques publiques relatives à la dette, au monde du travail, aux questions urbaines, etc. Le *slogan* le plus répété fut en soi une déclaration d'intention : « Nous allons lentement car nous allons loin. »

En ce qui concerne la réplique américaine qui débuta avec *Occupy Wall Street* à l'automne de la même année 2011, Bernard Harcourt crut identifier la naissance d'une nouvelle rationalité politique antagoniste. *Occupy* n'était pas la *désobéissance civile* qui « respecte la norme légale dans la résistance et se place elle-même sous sa sanction », mais bien une *désobéissance politique*, qui défie les lois gouvernementales et « résiste aux modalités de gouvernement elles-mêmes⁹ ». Cette désobéissance n'avait pas pour objectif de créer un nouvel ordre social ou un parti qui l'instaurât, son but n'était pas tant d'offrir des solutions que d'ouvrir des possibilités. Mais la situation espagnole ne se résumait pas à cela. L'ambition était supérieure. Les Indignés cherchaient à dépasser les apories politiques de la nuée : ses difficultés à créer des structures et à construire une alternative politique à grande échelle, ainsi que sa fugacité, maintes fois critiquée. De là le

pari de créer une rapidité lente : « Nous allons lentement » — quand les événements se précipitent — pour atteindre notre objectif, « aller loin ».

En référence au processus qui, à la mort du général Franco, en 1975, fonda la transition démocratique, ils assumèrent le défi de promouvoir une « transition 2.0 ». Or, pour réinventer la démocratie, il fallait réinventer ses institutions. Ils débutèrent avec le syndicalisme, poursuivirent avec les partis, puis avec les municipalités, et enfin avec l'État.

Syndicat, parti et ville

Sous le franquisme, seul le syndicat vertical était légalement autorisé. Après la dictature, le syndicalisme renoua avec la pluralité sans retrouver sa puissance passée. Avant la guerre civile, la tension sur le lieu de travail trouvait un écho important dans les quartiers. Soutenues par les mutuelles ouvrières et les athénées culturels, des organisations comme la CNT ou l'UGT¹⁰ façonnèrent la vie des communautés populaires auxquelles elles offraient leur protection. Dans les années 1970, les syndicats et les associations de quartier empruntèrent des chemins divergents. Tous deux finirent désarmés, pris au piège du nouveau régime politique. À l'instar d'autres pays, les syndicats furent relégués au monde du travail — et plus spécifiquement de la fonction publique. Ils furent intégrés aux programmes du *workfare* néolibéral, à savoir l'encadrement des chômeurs dans des formations conditionnant l'accès aux allocations. En 2010, discrédités et confrontés à un taux de chômage de 20 %¹¹, ils appelèrent à la grève générale et subirent un échec cuisant.

De leur côté, les partis n'offraient pas d'alternative. Cela amena les Indignés, en mai 2011, à penser que le bipartisme

9 | B. Harcourt, « Political Disobedience » dans W.I.T. Mitchell, B. Harcourt, M. Taussig, *Occupy: Three Inquiries in Disobedience*, The Chicago University Press, 2013.

10 | Confederación Nacional del Trabajo (anarchistes), Union General de Trabajadores (socialistes) (NDT).

11 | Le taux a atteint un pic de 27 % durant le premier trimestre 2013.

serait mis en échec lors des élections générales de novembre. On ne peut camper éternellement, et l'été qui s'annonçait verrait probablement croître la démobilisation. « Aller lentement pour arriver loin » impliquait de programmer un retour après la période estivale. Ainsi abandonnèrent-ils les lieux centraux et symboliques qu'ils occupaient pour se disperser en nuée dans le tissu urbain et investir les quartiers. Par exemple, ils prêtèrent main forte aux Plateformes contre les expulsions immobilières (PAH)¹², les aidant à entraver les expulsions. Ils se servirent des réseaux sociaux pour forcer les syndicats à convoquer une grève générale. Celle-ci eut lieu en mars 2012 et, huit mois plus tard, elle fut relancée, dépassant cette fois le cadre étatique, pour s'étendre à d'autres pays du sud du continent. Mais c'est sur d'autres terrains que ce nouveau syndicalisme avait franchi les étapes plus innovantes.

Parallèlement aux PAH et au cyberactivisme dont les réseaux soutenaient le premier appel indigné, du mouvement des Indignés déferlèrent sur le pays des « marées » coordonnées et identifiées chacune par une couleur : la marée verte pour l'éducation, blanche pour la santé, etc. Les enseignants battaient le pavé aux côtés des parents et le personnel hospitalier aux côtés des patients. Dans ce « syndicalisme métropolitain », profession et lieu de travail cessaient de conditionner la participation au mouvement. Ainsi, la sphère syndicale s'étendait à nouveau au logement et au quartier, le tissu urbain devenait la nouvelle usine, et la nuée se substituait à la hiérarchie traditionnelle des syndicats professionnels. S'ils ne sont pas parvenus à créer une forme syndicale durable (même si les marées ont quatre ans), ils

ont néanmoins engrangé des succès qui leur ont permis d'asseoir leurs hypothèses et d'esquisser de nouvelles pistes pour la pratique syndicale.

Peu après et avec davantage encore d'intensité, le même phénomène toucha les partis. Au début de l'année 2014 en s'appuyant sur le populisme de Laclau, Podemos fit son entrée sur la scène politique par la porte des médias audiovisuels. Le parti prétendait reproduire la logique du 15M et lança un appel à l'auto-organisation en « cercles » à travers le pays¹³. L'idée était de créer un mouvement décentralisé qui, grâce aux nouvelles technologies, fonctionnerait comme une démocratie directe électronique, radicalisant ainsi les pratiques des Verts allemands des années 1980. L'enthousiasme et l'importante mobilisation pour le jeune parti lui permirent d'obtenir 8 % des voix espagnoles aux élections européennes de mai 2014. Les intentions de vote en sa faveur ne cessèrent de croître, lui permettant en quelques mois de talonner la première force politique du pays. De tous côtés, ce fut l'alarme.

Confrontées au déclin du bipartisme espagnol, secouées par d'incessants scandales de corruption, les élites au pouvoir passèrent à la contrattaque en lançant sur la scène médiatique une quatrième formation politique. Ciudadanos¹⁴ avait pour mission de fragmenter l'électorat susceptible de mener Podemos à la victoire. Une violente campagne médiatique fut lancée en appui, s'en prenant aux dirigeants du mouvement, lequel était confronté à de sérieux problèmes internes.

Si, au départ, Podemos s'inspira des méthodes de travail des commissions en réseau des agoras du 15M, très vite deux

12 | À ce propos, voir Cristal Huerdo, « Quel esprit ne bat la campagne ? Qui ne fait châteaux en Espagne ? », *La Revue nouvelle*, 2014, n° 4/5, <http://bit.ly/1jJS3gB> (NDR).

13 | À ce propos, voyez le texte de César Aguado dans ce dossier (NDT).

14 | Ciudadanos (Citoyens) est un parti de centre droit cantonné en Catalogne jusqu'il y a un an (NDT).

manières de faire de la politique s'affrontèrent : l'une privilégiant la verticalité et la centralité du pouvoir, l'autre préférant l'horizontalité et la pluralité¹⁵. Afin d'éviter que ce parti, créé de rien et à la va-vite, ne devienne chaotique et ingouvernable, il fut décidé que le camp rassemblant le plus de suffrages assumerait l'ensemble des postes de direction. Les tenants de la première option l'emportèrent, les autres restant sur le carreau. Le parti se polarisant, chaque section locale se scinda, donnant naissance à une espèce de structure bicéphale. Les militants sans mandat, mais qui, souvent, contrôlaient les « cercles », s'affrontaient aux mandataires fraîchement élus.

Au printemps 2015, les chances de Podemos d'arriver au gouvernement, même en coalition, étaient nulles. Selon le Centre de recherches sociologiques, les intentions de vote en leur faveur avaient chuté de 24 % en janvier à 16,5 % en avril, les plaçant au troisième rang, loin derrière les deux premiers partis et, partant, sans possibilité de gouverner. Survint alors un événement qui surprit tout le monde. À l'été 2014, les mouvements sociaux suscitèrent la création de partis-mouvement — ou, comme on les appela également, des « partis instrumentaux » — pour se présenter aux élections municipales sous une large coalition¹⁶. Leurs chances d'accéder au pouvoir étaient bien minces, même en comptant sur l'appui de Podemos et d'autres petits partis, excepté le cas de Barcelone, où l'activiste anti-expulsions Ada Colau finit par accéder au poste de bourgmestre.

Avant les élections municipales et régionales du 24 mai, personne n'aurait

pu prévoir que les partis-mouvements décrocheraient également Madrid et bien d'autres villes, telles que Saragosse, Cadix, Corogne, Saint-Jacques de Compostelle ou Badalona. Même Valence, fief historique de la droite, tomba aux mains d'une coalition de gauche. En revanche, Podemos se présenta en solitaire aux élections régionales et n'accéda au pouvoir nulle part.

Les partis-mouvements ont innové en matière de démocratie. À Barcelone et à Madrid, ils ont introduit un modèle de primaires avec suffrage proportionnel et selon une règle de parité de genres qui donnait une représentation à tous leurs courants internes. À d'autres endroits, comme à La Corogne, la liste visant à désigner le candidat à la mairie était entièrement ouverte. Inspirés par l'expérience de Porto Alegre (Brésil), ces partis se sont non seulement engagés à mettre en œuvre des budgets municipaux participatifs, mais ils ont également misé sur l'offre d'infrastructures aux mouvements sociaux et ont cherché à mettre en place un modèle plébiscitaire avec consultations quotidiennes et une décentralisation de la prise de décisions dans le tissu urbain. Dans le même temps, ils exigeaient une plus grande autonomie locale pour renforcer la démocratie de proximité. Parallèlement à la démocratisation de la *polis*, ils lancèrent un programme choc destiné à faire face au drame des expulsions et au chômage et visant à créer à terme un système de « revenus de base » municipaux.

Inspirés par le succès électoral de ces expériences municipales et ulcérés de la manière dont Podemos avait dressé ses listes électorales internes en vue des prochaines élections nationales, des mouvements de la société civile et des formations de gauche décidèrent en juillet 2015 de se coaliser. Cette initiative citoyenne reçut le nom de *Ahora*

15 | Pablo Iglesias était à la tête de la première et Pablo Echenique à celle de la seconde (NDT).

16 | Voir Observatorio Metropolitano, *La apuesta municipalista*, Traficantes de Sueños, 2014. Il s'agit d'un court essai programmatique élaboré sous l'égide de la Fundación de los Comunes dont le contenu allait fortement influencer le mouvement municipaliste.

en *Común*¹⁷ L'idée était de déclencher une nouvelle mobilisation et un sursaut médiatique et, s'affranchissant du nom déjà usé de Podemos, de dépasser son plafond électoral. Il ne s'agissait pas de lui contester son rôle principal, mais d'élaborer des propositions réalistes en vue des élections nationales de décembre.

Conclusion provisoire

Il est impossible de prévoir le résultat des prochaines élections nationales. Une chose est cependant certaine : quel que soit le parti qui l'emportera, il ne disposera pas de la majorité et sera contraint de former des coalitions ou de s'appuyer sur un réseau de soutiens, ce qui condamnera son gouvernement à l'instabilité.

Le cycle politique est loin d'être achevé, surtout si l'on tient compte de la vulnérabilité du projet européen et des turbulences liées au contexte financier global. Depuis 2008, le PIB du pays a chuté de 15 %. Les politiques d'austérité ont considérablement fragilisé l'État-providence, tandis que les ressources des familles se sont amoindries. Tout semble indiquer que la croissance économique des derniers mois, pour l'essentiel directement liée à la stratégie de la BCE de l'année écoulée, ne durera pas longtemps et que le pays entrera probablement dans une nouvelle récession. À cet égard, une sortie nationale de la crise semble parfaitement improbable. L'issue nécessitera une action commune transnationale qui forcera la reconfiguration du concert européen.

« Aller lentement pour aller loin » fut le slogan de la nuée en 2011. Ce « loin » désignait l'horizon européen et impliquait que la crise soit l'occasion d'une réinvention de la politique et non de la simple mise en place de politiques réactives. En chemin, comme on l'a dit, la nuée s'est réapproprié le répertoire démocratique, redéfinissant le rôle des syndicats, la relation entre partis et mouvements et même la *praxis* municipale. Pourtant, la primauté donnée aux campagnes électorales et aux stratégies visant la conquête du pouvoir (surtout au niveau national) a miné les dynamiques expérimentales. À ce propos, le discours s'est imprégné de pragmatisme et de marketing politique, limitant par là même la pression démocratique à la réorganisation du parti. Le programme politique est resté en jachère.

Indépendamment du verdict des urnes en décembre, les politiques de la nuée sont face à un défi : développer leurs modèles et avancer dans l'institutionnalisation de leurs expérimentations politiques. Il ne s'agit pas seulement d'améliorer la forme et d'institutionnaliser les nouvelles fonctions syndicales ainsi que la forme du parti-mouvement, mais aussi de définir leurs programmes. Il faut extraire de la rationalité collaborative, ouverte et pollinisatrice de la nuée, la raison gouvernementale, colonne vertébrale d'un nouvel ensemble de politiques publiques. Ce n'est ainsi qu'au prix d'une double institutionnalisation des formes et des politiques que la nuée finira par se donner à elle-même un corps politique suffisamment articulé.

Traduit de l'espagnol par Marie-Anne Henneuse
et Cristal Huerdo Moreno

17 | Maintenant en commun (NDT).